CONTEXTE ÉCONOMIQUE EN LOIR-ET-CHER

ANALYSE RÉALISÉE PAR

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TERRITOIRES

CONTEXTE NATIONAL

En dépit des tensions géopolitiques, du choc énergétique provoqué par le conflit au Moyen-Orient et de la montée des déséquilibres financiers, l'économie mondiale affiche en 2026 une croissance modérée mais résiliente. Le FMI l'estime à environ 3,0 % pour 2026, en recul par rapport à la moyenne de 3,5 % observée en 2024-2025, mais au-dessus des scénarios les plus pessimistes. Plus prudente, la Banque mondiale anticipe 2,5 %, le niveau le plus bas depuis la pandémie. Dans ce contexte incertain, la France doit composer avec des défis majeurs : un niveau élevé de la dette publique et un déficit persistant qui réduisent ses marges de manœuvre budgétaires, ainsi qu'une quasi-stagnation de l'activité (le PIB en volume est proche de zéro au deuxième trimestre 2026, après un repli de 0,2 % au trimestre précédent, selon les données révisées de l'Insee publiées fin août).

La croissance du PIB français devrait se limiter à 0,4 % pour l'ensemble de l'année 2026, selon les prévisions de la Banque de France, bien en deçà de l'objectif gouvernemental de 0,7 %. **Le pouvoir d'achat des ménages accuse un net recul** (- 0,6 % par unité de consommation au deuxième trimestre), pénalisé par l'inflation (principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie), et par la faiblesse des revenus. La demande intérieure demeure atone, avec une consommation des ménages et un investissement des entreprises en baisse. Malgré ces fragilités, plusieurs secteurs tels que ceux de la transition énergétique et écologique ou des nouvelles technologies, par exemple, conservent un dynamisme notable, soutenu par des transformations structurelles (transition énergétique, numérique, vieillissement démographique) et par des commandes publiques ou privées vigoureuses.

LOIR-ET-CHER

L'économie locale reflète ces mêmes tendances : la **situation du Loir-et-Cher apparaît contrastée**. Si certains indicateurs sont favorables, d'autres, plus mitigés, incitent à la prudence.

CRÉATION D'ENTREPRISES

La **création d'entreprises** connaît une **dynamique positive**, avec une hausse aussi bien **pour les micro-entrepreneurs que pour les entreprises classiques**. Ces indicateurs reflètent une économie locale qui se diversifie, mais dont certains secteurs restent exposés aux aléas conjoncturels. Les indicateurs récents indiquent que les **difficultés financières** restent **contenues**, comme le confirme le faible volume des cotisations sociales en retard de règlement (en juin). Toutefois, le rythme des **défaillances d'entreprises** reste préoccupant : leur niveau est toujours **élevé** et tend à se rapprocher des pics enregistrés fin 2015.

ENTREPRISES ARTISANALES

Selon l'enquête récente menée localement auprès des **entreprises artisanales** relevant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, les artisans sont confrontés à une équation devenue chaque jour plus difficile : hausse du coût de l'énergie, explosion du prix des matières premières, tensions géopolitiques, consommation en recul et manque de visibilité. Face à ce constat le **moral des dirigeants n'est pas au beau fixe, il s'est même dégradé en 1 an** principalement dans les **métiers de l'Alimentation**. Cependant, près de 6 artisans sur 10 ont observé un maintien ou un accroissement de leur niveau d'activité au cours du premier semestre 2026 et les prévisions pour les prochains mois sont en baisse par rapport à celles constatées un an plus tôt.

La pérennité de leurs établissements et la préservation des effectifs demeurent leur priorité, d'autant que les besoins de main-d'œuvre sont toujours prégnants.

AGRICULTURE

En 2026, l'**agriculture** du Loir-et-Cher traverse une **campagne marquée par une succession d'aléas climatiques** : excès d'eau en début d'année, gelées, orages de grêle en juin, puis sécheresse et canicules estivales. Ces événements ont lourdement pesé sur les rendements, en particulier pour les céréales à paille et les cultures d'été. Les **rendements** sont très **hétérogènes** d'une parcelle à l'autre et d'un secteur à l'autre, **mais globalement en retrait par rapport aux moyennes des années précédentes**, même si la qualité des grains reste satisfaisante. Parallèlement, les prix des céréales ont connu une forte volatilité au cours de l'année, conduisant à une **détérioration marquée des trésoreries des agriculteurs** déjà éprouvée par la hausse des charges.

Les **vendanges** sont **très précoces**, sous l'effet de la chaleur et de la sécheresse. Les **volumes** récoltés sont nettement **en baisse**, **mais le potentiel qualitatif est jugé prometteur**, en particulier pour les vins blancs et les vins légers.

Enfin, **l'élevage** a été particulièrement affecté par la sécheresse et les épisodes de fortes chaleurs, qui ont entraîné une **dégradation des stocks fourragers**, une **hausse de la mortalité animale**, une **diminution de la production laitière** parallèlement à un **recul des prix du lait**.

TOURISME

L'année 2026 s'annonce comme **une année touristique difficile pour le Loir-et-Cher**. Après un printemps en demi-teinte et un mois de juin dégradé, l'été a été marqué par une pression climatique inédite, avec plusieurs épisodes caniculaires en juillet et en août.

Selon l'enquête de tendance menée fin août auprès des professionnels du tourisme du département, **seuls 45 % des répondants jugent la fréquentation du cœur de l'été satisfaisante** (- 16 points sur un an). C'est le **niveau le plus bas des cinq dernières saisons**, en deçà de la moyenne régionale (52 %). Les fortes chaleurs et le prix des carburants sont les principaux freins évoqués. **La contrainte budgétaire des visiteurs s'accentue** : baisse des dépenses et du ticket moyen, séjours plus courts et généralisation des réservations de dernière minute qui prive les professionnels de visibilité. Le ressenti sur le chiffre d'affaires suit la même trajectoire (42,5 % de satisfaits, - 15,5 points). Les sites et activités de loisirs sont les plus pénalisés, tandis que les hébergeurs, notamment l'hôtellerie de plein air et les meublés, limitent le repli.

Les données de fréquentation confirment ce ressenti. De janvier à août 2026, **les principaux sites du panel départemental enregistrent un repli global de 13,5 %**. Cette baisse, **la plus marquée depuis la sortie de la crise sanitaire**, ramène la fréquentation sous les niveaux de 2018-2019. Tous les grands sites sont concernés : le Domaine national de Chambord (- 15,8 %) après trois années consécutives de records, le Domaine régional de Chaumont-sur-Loire (- 12,8 %), le Château royal de Blois (- 10,8 %) et, dans une moindre mesure, la Maison de la Magie (- 8,2 %).

Dans un contexte régional stable, **les nuitées hôtelières reculent de 3,5 %** sur les sept premiers mois de l'année, autant pour la clientèle française que pour la clientèle étrangère. Le taux d'occupation résiste mieux (- 1,1 point).

EFFECTIFS

Après deux trimestres de stabilité, les **effectifs salariés du secteur privé** diminuent au 2ème trimestre 2026 dans le Loir-et-Cher (- 0,3 %, - 250 postes), enregistrant sur un an un repli de 0,5 % dans le département. Cette évolution est pour partie due à la **baisse des postes intérimaires** de **- 1,1 % sur un an** (- 50 postes), une situation moins défavorable qu'en Centre-Val de Loire (- 5,9 % ; - 1,7 % au niveau national). La restauration-hébergement se porte mieux avec un gain de 0,9 % ce trimestre et de 1,2 % sur l'année. Les effectifs des **autres services** sont en recul de 0,3 % sur le trimestre. Sur un an, le secteur n'est pas bien orienté (- 0,4 %), en particulier les **activités juridiques et de conseil** qui perdent 180 postes.

La **construction** demeure en repli annuel de 1 % contre 1,4 % pour la France.

Les **effectifs industriels** progressent légèrement ce trimestre (+ 40 postes), portés par le dynamisme de la production/distribution de l'électricité et du gaz (+ 70 postes). **Sur un an**, le bilan reste **négatif** en lien avec la fermeture d'une entreprise importante de **fabrication d'équipements électriques**, à l'origine de la suppression de 100 emplois.

CHÔMAGE

La mise en œuvre progressive de la loi pour le plein emploi depuis début 2025 se traduit par une hausse du **nombre** de **demandeurs d'emploi soumis à l'obligation de recherche active** (catégories A, B, C) : + **2,5 % sur un an** fin juin 2026 **(24 150)**. Cette hausse affecte particulièrement les demandeurs inscrits depuis plus d'un an (+ 7,3 %). **Parmi ces personnes en quête d'emploi**, **12 200 sont sans travail** (catégorie A) et **11 950 exercent une activité réduite** (catégories B et C), soit des **hausses respectives de 2,7 % et 2,2 % sur un an.**

Au total sur la même période, le nombre d'inscrits à France Travail ne relevant ni d'une attente d'orientation ni d'un parcours social s'établit à 27 550 personnes (catégories A, B, C, D, E) en Loir-et-Cher. Parmi les catégories créées l'an passé, 3 137 personnes sont

inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 133 sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Au deuxième trimestre 2026, le **taux de chômage s'établit à 6,9 % pour le Loir-et-Cher,** ce qui en fait toujours le **taux le plus bas des départements de la région Centre-Val de Loire**. Ce taux augmente de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 0,6 point sur un an, reflétant la tendance observée au niveau national. La situation demeure toujours plus favorable dans la zone d'emploi de Vendôme (6,5 %), avec le taux le plus faible de la région derrière celui de la zone de Loches.

PAUVRETÉ

Les ménages fragiles semblent toutefois rencontrer davantage de difficultés. Le nombre d'**allocataires du RSA**, fluctuant depuis plusieurs années, est reparti à la hausse pour la 2e année consécutive (+ 2,4 % en 2025) et les chiffres provisoires de la CAF pour la fin du 1er semestre 2026, **près de 7 900 foyers** concernés, soulignent encore une **aggravation**, plus marquée qu'en région et au niveau de la métropole.

14 % de la population de Loir-et-Cher se trouve **en situation de pauvreté** en 2023, une proportion sensiblement inférieure au taux national (15,9 % en 2023 ; derniers chiffres disponibles et ne permettant pas de comparaison dans le temps). Le nombre d'**allocataires CAF à bas revenus** est par contre à son **plus haut niveau depuis 5 ans** : près de **18 800 ménages loir-et-chériens sont concernés** fin décembre 2025. Enfin, le **nombre de ménages surendettés** recule au 2ème trimestre 2026 en Loir-et-Cher mais le **cumul sur les 12 derniers mois** affiche une **hausse de plus de 8 %**, en deçà de celles constatées en Centre-Val de Loire et en France.

LOGEMENTS

Le rythme de construction de logements est caractérisé par un ralentissement de la production neuve privée comme en témoigne la nette baisse des **mises en chantier de logements individuels** (**- 21,3 % en un an**, à fin août 2026). Notons que **le nombre d'autorisations délivrées reste relativement stable** sur la même période.

Globalement, **le Loir-et-Cher conserve plusieurs points d'appui**, notamment un taux de chômage inférieur à celui observé dans les autres départements de la région et une dynamique encore positive de création d'entreprises**. Toutefois, la situation conjoncturelle demeure contrastée**. Le recul de l'emploi salarié et de l'intérim, les difficultés rencontrées par l'agriculture, la construction et le tourisme, ainsi que la progression de plusieurs indicateurs de précarité **appellent une vigilance particulière**. La résistance de certains secteurs ne suffit donc pas à compenser la fragilisation de l'activité dans plusieurs domaines clés de l'économie départementale.